

VIVALIS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 3.149.047,05 Euros
Siège social : "La Corbière" 49450 - ROUSSAY
N° d'identification : 422 497 560 RCS ANGERS
.....

ORIGINAL

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

DU 7 JUIN 2011

SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010

NOTA BENE : ce rapport est complété par des références à certaines sections du document de référence qui sera déposé auprès de l'AMF pour enregistrement

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre société, à l'effet de vous rendre compte de l'activité de notre société durant l'exercice clos le 31 décembre 2010, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Les comptes de l'exercice et le rapport ont été soumis à l'examen du Conseil de Surveillance. Il vous sera également donné lecture du rapport du Conseil de Surveillance.

Tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront dans leur rapport toutes informations quant à la régularité des comptes annuels qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

1 – SITUATION DE LA SOCIETE ET DE SON ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE, ACTIVITE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT/LES PROGRES REALISES OU DIFFICULTES RENCONTREES

VIVALIS (NYSE Euronext : VLS) est une entreprise biopharmaceutique qui commercialise des solutions cellulaires innovantes pour la production de vaccins et de protéines thérapeutiques et qui développe des traitements pour des pathologies sans réponse médicale.

Depuis sa création en 1999, l'activité et les revenus de la Société sont principalement liés à la signature de quelques accords de licence importants, dont certains ont généré le paiement d'*upfront* et de *milestones* significatifs, mais pas encore de *royalties* à ce jour. Les revenus de la Société sont donc irréguliers d'une année sur l'autre. Si les clients de la Société réussissent à commercialiser des produits utilisant une licence de la Société, ces contrats donneront lieu à *royalties* et le chiffre d'affaires devrait être moins soumis à ces variations annuelles importantes. Il est habituel que des sociétés de biotechnologies perçoivent des revenus irréguliers et

peu significatifs durant la phase de mise au point d'une technologie ou d'un médicament ; puis vient une période durant laquelle la Société, si son produit ou sa technologie sont un succès, perçoit des *royalties* durant la durée de vie du produit pharmaceutique ou de la technologie, ces revenus pouvant représenter des montants beaucoup plus importants que les *upfront* et *milestones*.

Les faits marquants de l'exercice sont :

- l'acquisition de la plate-forme Humalex® et la signature d'une première licence commerciale avec la société Sanofi Pasteur, sur la plate-forme Humalex, représentant un montant potentiel de 35 millions d'euros de milestones par cible anti-virale, plus des royalties sur les ventes nettes,
- pour la plate-forme EB66® : Autorisation accordée par les autorités sanitaires américaines pour initier des essais cliniques de phase I pour un vaccin humain produit sur la lignée EB66 et développé par GSK,
- une augmentation de capital de 30 millions d'euros ,
- la construction du nouveau laboratoire dédié à la recherche et au développement.

1.1 Acquisition de la plate-forme Humalex® et signature d'une première licence commerciale avec la société Sanofi Pasteur

Vivalis a acquis 100% des actions de la société Humalys le 7 janvier 2010. Humalys est une société lyonnaise qui a été créée en 2007 et compte une dizaine de salariés.

Cette société, créée par cinq fondateurs ayant une longue expérience dans le domaine de l'immunologie, a construit un savoir faire unique qui lui permet d'identifier à partir de donneurs humains des anticorps d'intérêt contre une pathologie donnée. Ce savoir-faire, la technologie Humalex®, permet à partir des lymphocytes B humains de découvrir des anticorps totalement humains.

Cette acquisition vient compléter les technologies déjà développées par Vivalis et lui permet de proposer une offre intégrée de la découverte de nouveaux anticorps à la production de lots pré-cliniques et cliniques.

Vivalis a acquis la totalité du capital de la société Humalys® pour un prix de 10,4 millions d'euros qui sera versé aux actionnaires d'Humalys en plusieurs versements dont 3,6 millions d'euros ont été payés en janvier 2010. De plus, Vivalis versera aux actionnaires vendeurs d'Humalys® un maximum de 15 millions d'euros sur 15 ans sur les paiements reçus suite à la commercialisation de la technologie d'Humalex® auprès de tiers.

Cette acquisition a été suivie dès juin 2010 par la signature d'un accord de collaboration et de licence commerciale pour la recherche et le développement d'anticorps monoclonaux entièrement humains contre plusieurs maladies infectieuses. Cet accord confirme ainsi l'intérêt de la plate-forme Humalex®.

Les termes financiers de cet accord prévoit un paiement initial de 3 millions d'euros puis des paiements échelonnés au cours du développement jusqu'à 35 millions d'euros par maladie infectieuse ainsi que des redevances associées aux ventes de produits. De plus, Sanofi Pasteur financera les activités de recherche en collaboration avec Humalys.

En janvier 2011, Vivalis a annoncé la signature d'un second programme de développement d'anticorps avec Sanofi Pasteur dans le cadre de l'accord décrit ci-dessus.

1.2 Plate-forme EB66® : Autorisation accordée par les autorités sanitaires américaines pour initier des essais clinique de phase I pour un vaccin humain produit sur la lignée EB66

Après l'annonce en février 2009 de l'établissement du procédé de production du vaccin grippe fondé sur la lignée cellulaire EB66® avec notre client GlaxoSmithKline, en février 2010 de la fin du programme de caractérisation de la lignée cellulaire EB66®, une nouvelle étape majeure a été franchie en novembre 2010. Le 24 novembre 2010, les autorités sanitaires américaines, la Food and Drug Administration (FDA), ont autorisé le laboratoire GlaxoSmithKline (GSK) à initier des essais cliniques de Phase I pour un vaccin humain contre la grippe produit sur la lignée cellulaire EB66®. Cet essai clinique de Phase I est le premier essai clinique sur l'homme pour un produit fabriqué en utilisant la lignée cellulaire EB66®.

Cette autorisation constitue l'atteinte d'un jalon majeur dans le cadre de l'accord signé avec GSK, qui s'est concrétisé par le versement d'un paiement d'étape.

De plus, Vivalis a poursuivi la commercialisation de sa plate-forme. Vivalis a signé des nouvelles licences commerciales dans le domaine vétérinaire.

Une première licence a été signée en juin 2010 avec une société spécialisée dans la santé animale pour une application non divulguée. Par ailleurs, Boehringer Ingelheim Vetmedica (division vétérinaire de la société pharmaceutique Boehringer Ingelheim) a signé en juillet 2010 une licence commerciale suite à l'exercice de son option, pour produire deux vaccins avicoles à partir de la lignée EB66®. Enfin, une nouvelle licence commerciale a été signée en décembre 2010 avec la société MERIAL pour une nouvelle application non divulguée.

Au total, Vivalis a signé 17 licences commerciales de sa plate-forme cellulaire EB66® aussi bien dans le domaine humain que vétérinaire pour la production de vaccins. De plus, GSK a accordé une sous-licence de la lignée EB66® à la société Kaketsuken dans le domaine de la grippe et sur le territoire du Japon. La lignée cellulaire EB66® confirme ainsi son statut de substrat cellulaire de référence pour la production de vaccins viraux.

Vivalis poursuit également sa percée auprès de nouveaux partenaires avec la signature d'une licence de recherche avec les sociétés Kyoto Biken, Kitasato et Mymetics, pour l'évaluation de la cellule EB66® pour la production de vaccins, et avec une autre société dont le nom n'a pas été divulgué pour la production de protéines.

1.3 - Une augmentation de capital de 30 millions d'euros

Vivalis a annoncé une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription le 2 juillet 2010 sur visa de l'AMF de son prospectus le 1 juillet 2010. L'objectif de cette augmentation de capital est de financer la découverte et le développement de produits propriétaires (anticorps monoclonaux) et de permettre à Vivalis d'industrialiser la technologie Humalex®.

Vivalis a effectué avec succès cette augmentation de capital à hauteur de 30 millions d'euros. Le règlement livraison a eu lieu le 28 juillet 2010.

A l'issue de cette opération, les actions au porteur représentent 39,30% du capital et le Groupe Grimaud demeure l'actionnaire majoritaire de Vivalis à hauteur de 51,9%. En effet, le Groupe Grimaud a souscrit à l'augmentation de capital à hauteur de sa participation, cette augmentation de capital suivant l'investissement du Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) dans le capital du Groupe Grimaud à hauteur de 40 millions d'euros.

1.4 - Construction du nouveau laboratoire dédié à la recherche et au développement

Vivalis a achevé la construction de son nouveau laboratoire R&D. Les équipes se sont progressivement installées dans ses nouveaux locaux en juin 2010. Ce nouveau bâtiment est dédié à la recherche et au développement, et a permis de regrouper l'ensemble des équipes R&D, ainsi que les équipes administratives, sur un seul bâtiment. Ce bâtiment a une surface de 3.300m². Le coût de la construction (infrastructure) de ce laboratoire s'élève aujourd'hui à 5,9 millions d'euros, auquel il faut rajouter 0,8 million d'euros pour les équipements nouveaux.

La construction a été financée par prêts bancaires à hauteur de 2,5 millions d'euros, par autofinancement (1,6 millions d'euros) et par des aides des collectivités locales, départementales, régionales, ainsi que par l'Etat via une prime d'aménagement du territoire (2,4 millions d'euros).

1.5 - Les activités de recherche et de développement

L'année 2010 a été marquée par la finalisation des procédés de production et de purification de la plate-forme EB66® tant pour la production de vaccin MVA que de protéines notamment dans le cadre des programmes aidés par OSEO.

En ce qui concerne l'activité de développement de produits propriétaires à partir de sa plate-forme 3D-Screen, la Société poursuit ses recherches en travaillant trois cibles différentes du virus de l'hépatite C.

Vivalis dispose aujourd'hui d'au moins deux molécules d'intérêt contre deux cibles différentes. Ces molécules sont au stade pré-clinique. Vivalis a débuté la recherche de partenaires commerciaux.

1.6 - La propriété intellectuelle

Poursuivant sa politique active de protection intellectuelle, Vivalis a déposé quatre nouvelles demandes de brevet relatives à:

- un procédé de production en fedbatch de produits biologiques dans les cellules EB66® ;
- un procédé amélioré de production de vecteurs viraux MVA dans les cellules EB66®.
- un nouveau vecteur d'expression de protéines recombinantes dans les cellules EB66®.
- et au travers de sa filiale Humalys, deux anticorps monoclonaux humains dirigés contre le virus du Chikungunya et découverts en collaboration avec SIGN (Singapore) en utilisant la plateforme Humalex.

Par ailleurs, Vivalis a procédé à l'extension internationale de deux demandes de brevet couvrant deux familles de molécules chimiques identifiées avec la plateforme 3D-Screen et possédant une activité inhibitrice de la polymérase NS5B du virus de l'Hépatite C.

Vivalis poursuit donc sa gestion efficace de son portefeuille de brevet qui compte aujourd'hui 23 familles de brevet.

2 – EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE

Produits d'exploitation

Eléments du compte de résultat (en milliers d'euros)	Exercice 2010	Exercice 2009
Chiffre d'affaires, net	1 387	735
Production immobilisée	507	307
Subventions d'exploitation	993	2 119
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	534	326
Autres produits	3 395	3 989
Total des produits d'exploitation	6 816	7 476

Les produits d'exploitation se sont élevés au 31 décembre 2010 à 6 816 K€ contre 7 476K€ un an plus tôt, soit une diminution de 9%, du fait de la forte diminution des subventions d'exploitation, ainsi que de la diminution des produits issus des licences de la technologie EB66®. Au cours des exercices 2009 et 2010, la Société a décliné ses compétences et son savoir faire en matière de cellules souches et de pathologies virales autour de deux activités :

- o l'exploitation commerciale de lignées cellulaires aviaires EBx® pour la production de vaccins et de protéines à travers la vente de licences, la réalisation de prestations de recherche (incluant notamment la mise à disposition de matériel biologique à des fins de tests et les travaux effectués pour le compte de clients, tels que la mise au point de procédés de production de vaccins sur ses lignées cellulaires) et la mise au point et la livraison de lots de phases pré-clinique et clinique I et II de vaccins et de protéines. La cession de licences permet à Vivalis de percevoir des upfront, des milestones lors du franchissement de certaines étapes, et des royalties. Ces éléments sont enregistrés dans la rubrique Autres Produits du compte de résultat. Les produits résultant des différentes prestations sont enregistrés en chiffre d'affaires ;
- o la découverte de molécules antivirales. Cette activité n'a pas généré de revenus à ce jour.

Le chiffre d'affaires pour l'exercice 2010 s'est élevé à 1 387K€, soit une forte augmentation par rapport aux 735 K€ générés en 2009. Cela s'explique par la réalisation d'un nouveau contrat de développement pour l'un de nos clients. Cette activité a représenté 20% du total des produits d'exploitation en 2010 contre 10% en 2009. Le

chiffre d'affaires est et restera fortement variable d'un exercice à l'autre car lié à des contrats de prestations de durée limitée.

Les autres produits, constitués quasi exclusivement des *upfront* et *milestones*, sont pour leur part passés de 3 989K€ en 2009 à 3 395K€ en 2010, soit une baisse de 15 %. Les autres produits d'exploitations représentent 50 % des produits d'exploitation en 2010 contre 53% en 2009. S'agissant d'opérations de cessions de licences et de paiements de jalons de succès, et compte tenu de la structure même des contrats, les revenus de cette nature sont par essence fortement variables d'un exercice à l'autre. Ils ne sont pas significatifs du développement de Vivalis et seront irréguliers d'une année sur l'autre, tant que Vivalis ne touchera pas de royalties de la vente de produits par ses clients. En effet, les revenus actuels qui proviennent principalement des forfaits initiaux et des paiements d'étapes dans le cadre des contrats de licence de la plate-forme EB66® sont par définition irréguliers d'un exercice à l'autre.

Les subventions d'exploitation s'établissent à 993 K€ en 2010 contre 2 119 K€ en 2009, soit une forte baisse de 53%. Cette baisse significative s'explique d'une part par une diminution des produits relatifs à la subvention VIVABIO accordée par OSEO, pour lesquels l'exercice 2009 comprenait une quote part de produits relatifs à l'exercice 2008, et d'autre part à la fin de la subvention du MINEFI dans le cadre du Fonds de compétitivité des entreprises sur le programme de développement de petites molécules contre l'hépatite C (cible NS5b), partiellement compensé par un nouveau programme dirigé contre le complexe protéase/Helicase du virus de l'hépatite C. Ce programme a reçu le soutien financier de l'ANR en 2009 à hauteur de 540.598 € sur 3 ans. Le contrat de subvention a été signé le 18 janvier 2010 et le premier versement lié à cette subvention a été perçu en 2010 également. Les subventions d'exploitation représentent 15% du total des produits d'exploitations pour l'exercice 2010 contre 28% pour 2009.

La production immobilisée représente quant à elle 7 % des produits d'exploitation en 2010 et 4 % des produits d'exploitation en 2009 à 507 K€ et 307 K€ respectivement, soit une hausse de 65 % sur l'exercice. Cette hausse concerne pour moitié la construction du nouveau laboratoire, le reste concernant les immobilisations incorporelles. Dans ce domaine, la production immobilisée ne concerne désormais que l'inscription à l'actif du bilan de frais de brevets, l'activation des frais de développement internes n'étant plus d'actualité du fait de la maturité de certains programmes dont l'exploitation commerciale a commencé.

Les transferts de charges, qui s'établissent à 478K€ en 2010, contre 326 K€ en 2009, représentent pour 85% la refacturation de dépenses de sous-traitance externes dans le cadre de collaborations avec certains de nos licenciés, les 15% restant étant relatif à des refacturations de frais de notre filiale pris en charge par la Société. En 2010, la Société a par ailleurs repris la provision pour créances douteuses de 56K€, suite à la signature d'un accord d'étalement des règlements de début 2010 scrupuleusement respecté.

Charges d'exploitation

Eléments du compte de résultat (en milliers d'euros)	Exercice 2010	Exercice 2009
Achats et charges externes	6 221	5 698
Impôts, taxes et versements assimilés	213	118
Salaires, traitements et charges sociales	5 756	4 690
Dotation aux amortissements et provisions	2 264	1 787
Autres charges	78	76
Total des charges d'exploitation	14 532	12 369

Les charges d'exploitation représentent 14,5 M€ au 31 décembre 2010, contre 12,4 M€ au 31 décembre 2009. La croissance de 17% entre 2009 et 2010, à un rythme similaire aux années précédentes, reflète les efforts de développement continu de VIVALIS. Les principaux éléments de cette variation s'analysent comme suit :

- Les charges salariales augmentent de 23 % sur l'exercice, soit 1,1 M€. Cette augmentation reflète la forte progression des effectifs de la Société. L'effectif moyen est passé de 72 à 86 personnes (soit + 20%) entre les exercices 2009 et 2010, le reste de l'augmentation traduisant la structuration de la société avec des personnels expérimentés. L'effectif en fin de période est quant à lui passé de 78 à 90 personnes. Les charges de personnel représentent respectivement 38% et 40% du total des charges d'exploitation pour les exercices 2009 et 2010.

- Les achats et charges externes augmentent de 9% entre les deux exercices, représentant une augmentation de 0,5M€. L'augmentation se répartit entre le poste matière et approvisionnement (+ 154K€ soit +9%) et les autres achats externes (+369K€). Dans cette dernière catégorie, la sous-traitance augmente moins vite, en raison notamment de la fin du programme de caractérisation de la cellule EB66 ; la plus forte augmentation concernant les honoraires (dont ceux concernant les brevets), les frais de déplacements et les services bancaires, en relation avec l'acquisition de la filiale Humalys sur Lyon. Les achats et charges externes représentent respectivement 46% et 43% du total des charges d'exploitation pour les exercices 2009 et 2010.
- Les charges d'amortissements et provisions augmentent de 31% soit 0,5M€, en passant de 1,8M€ en 2009 à 2,3M€ en 2010. Cette augmentation correspond à l'augmentation des immobilisations corporelles qui passent en valeur brute de 12,0 M€ à 17,4M€ entre le 31/12/2009 et le 31/12/2010. Cette augmentation s'explique principalement comme suit : +1,4 M€ en matériel et outillage et +5,7M€ pour la construction du nouveau laboratoire de 3.300m² de Vivalis, débutée mi 2009 (1.8M€ en en cours au 31/12/2009) et mis en service en juin 2010. Les dotations aux amortissements et provisions représentent respectivement 14% et 16% du total des charges d'exploitation pour les exercices 2009 et 2010.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation pour l'exercice 2010 s'établit à -7 716K€ contre -4 893 K€ enregistré lors de l'exercice 2009.

Résultat financier

Le résultat financier net s'établit à +135 K€ pour l'exercice 2010 contre +351 K€ pour 2009. L'écart constaté correspond essentiellement à la dépréciation du contrat de liquidité, généré par l'écart de cours des actions en propres entre décembre 2009 et décembre 2010. Suite à l'augmentation de capital début juillet 2010, les produits des placements augmentent globalement de 20%, la hausse des produits d'intérêts sur dépôts compensant largement la baisse des produits de cession des valeurs mobilières de placement. Le détail des outils de placement utilisés par la Société pour la gestion de sa trésorerie est disponible en annexe aux comptes (Annexe 4.3.7). Avec une augmentation de l'endettement de 0,4 M€, avec des taux d'intérêt bas, l'augmentation de la charge d'intérêts reste donc très limitée.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel ressort en bénéfice de 173K€ pour 2010 contre + 131 K€ pour 2009. Le résultat exceptionnel reste principalement composé de deux éléments majeurs. Premièrement, la quote-part des subventions d'investissement virée au résultat (+188 K€ au 31/12/2010 contre +215 K€ au 31/12/2009), qui est dépendante de l'avancée des programmes objets des subventions. Deuxièmement, les mouvements de dotation /reprises relatifs aux amortissements dérogatoires sur les frais de développement immobilisés représentent une charge nette de 37 k€ en 2010. En complément, l'exercice 2010 a enregistré une annulation de dette de 10K€, et la constatation de pénalités de retard contractuelles à l'encontre d'un fournisseur pour 11K€.

Impôt sur les bénéfices

L'impôt négatif qui apparaît avant le résultat net correspond au crédit d'impôt recherche (CIR) Son montant pour l'exercice 2010 de 2 086 K€, est en augmentation par rapport à l'exercice 2009 (1 138 K€). Cette hausse s'explique par la conjugaion de deux éléments complémentaires : d'une part, l'augmentation de la base de calcul liée à la progression des dépenses de Recherche et Développement de la Société, et d'autre part, une baisse des paiements reçus dans le cadre de subventions perçues par la Société (pour rappel, en 2009, la société avait reçu un premier paiement de la subvention Oséo/ISI très important).

Résultat net

Le résultat net ressort en perte de 5,3 M€ pour l'exercice 2010, contre une perte de 3,3 M€ enregistré pour l'exercice 2009. Le bénéfice net de base par action ordinaire s'établit à -0,30 € pour 2010 contre -0,22 € pour 2009.

Actif immobilisé

Les évolutions de l'actif immobilisé sont très contrastées en fonction des catégories d'immobilisation. La société enregistre :

- une baisse des immobilisations incorporelles, principalement liée à l'arrêt de l'activation des frais de recherche et développement, la société étant à un stade d'exploitation commerciale sur son principal programme, et à l'amortissement de ce programme,
- et une hausse significative en immobilisations corporelles, liée à la construction du nouveau laboratoire et en immobilisations financières, conséquence de l'acquisition à 100% de la société Humalys.

Dans les immobilisations incorporelles, les frais de développement, qui passent de 5 826K€ au 31 décembre 2009 à 5 593 K€ au 31 décembre 2010, se répartissent sur 4 groupes principaux de la manière suivante :

Analyse des valeurs nettes des frais de développement par catégorie

(en milliers d'euros)	Transgénèse	Lignée cellulaire pour la production de protéines	Lignée cellulaire pour la production de vaccins	Activité 3D Screen	Totaux
2009					
Valeur brute immobilisée	193	1 411	4 946	1 069	7 619
Amortissements comptables cumulés et dépréciations	57	205	1 500	30	1 793
Valeur nette comptable après amortissements économiques et dépréciations	135	1 206	3 446	1 039	5 826
Amortissements dérogatoires cumulés	0	475	926	739	2 140
Valeur nette comptable après amortissements dérogatoires	135	731	2 520	300	3 686
2010					
Valeur brute immobilisée	247	1 411	5 099	1 136	7 894
Amortissements comptables cumulés et dépréciations	98	339	1 963	48	2 449
Valeur nette comptable après amortissements économiques et dépréciations	149	1 072	3 145	1 088	5 445
Amortissements dérogatoires cumulés	0	422	822	906	2 151
Valeur nette comptable après amortissements dérogatoires	149	650	2 312	182	3 294

Le montant des brevets, concessions et droits inscrits au bilan a fortement diminué au cours de l'exercice,

passant en valeur nette comptable de 2.431 K€ au 31 décembre 2009 à 568 K€ au 31 décembre 2010, conséquence du décalage des revenus attendus sur des contrats de licenciés et à l'arrêt de certains programmes de développement de nos clients. Ce montant correspond en quasi-totalité à la valeur des brevets concédés à la Société par l'INRA / CNRS / ENS de Lyon et l'Université de l'Etat de Caroline du Nord et qui sont valorisés selon la méthode décrite à la note 4.2.6 de l'annexe aux comptes de la Société au 31 décembre 2010.

Les immobilisations corporelles nettes de la Société, qui représentaient 8 726 K€ au 31 décembre 2009, représentent 12 795 K€ au 31 décembre 2010. Cette augmentation s'explique principalement comme suit : +1,4 M€ en matériel et outillage et +5,7M€ pour la construction du nouveau laboratoire de 3.300m² de Vivalis, débutée mi 2009 (1.8M€ en en cours au 31/12/2009) et mis en service en juin 2010.

Le poste immobilisations financières, qui passe de 590 K€ au 31 décembre 2009 à 11 556K€ au 31 décembre 2010 constate essentiellement l'acquisition de 100% des titres de la société Humalys, réalisée le 7 janvier 2010 et comptabilisée pour un montant de 11 039K€ au 31 décembre 2010. Cet actif comprend un prix fixe de 10 389K€, un complément de prix de 485K€ sur la base des revenus de la technologie Humalex au cours de l'exercice, et des frais d'acquisition.

L'actif circulant

Les créances clients sont passées de 651 K€ fin 2009 à 558 K€ fin 2010, dont une part importante relatives aux prestations scientifiques et administratives facturées à Humalys au titre du second semestre 2010. Les créances ont toutes une maturité à moins d'un an.

Les autres créances passent de 7 227 K€ à fin 2009 à 6 983 K€ fin 2010. Cette diminution traduit deux évolutions opposées :

- la hausse de la créance au titre du CIR, ce dernier augmentant fortement par un moindre encaissement de subvention pendant l'exercice,
- une baisse des créances sur subvention : la société a obtenu une seule nouvelle subvention en 2010 de l'ANR pour 541K€, dont 1/3 versé. La société a reçu les versements des avances pour le nouveau bâtiment (région et Nantes métropole), et le solde de la subvention Minefi suite à la clôture du programme.

La trésorerie

La trésorerie de la société s'établit à 39 262 K€ au 31 décembre 2010 contre 23 560 K€ l'année précédente, présentant ainsi un flux net de trésorerie positif de 15,7 M€. Cette trésorerie intègre principalement l'augmentation de capital de juillet 2010 avec un produit net de 29,3 M€, le premier paiement de l'acquisition de la société Humalys de 3.6 M€ et le solde des investissements pour le nouveau bâtiment (environ 2,5M€), la consommation de trésorerie générée sur les activités opérationnelles ressortant 4,9 M€ sur la période.

La trésorerie fait l'objet d'une description au point 4.3.7 de l'annexe aux comptes annuels.

Passifs

Au 31 décembre 2010, les capitaux propres de la société sont de 54 927K€. Au cours de l'exercice, les principaux mouvements, en dehors du résultat de la période, sont l'augmentation de capital de 30,4 M€ opérée début juillet 2010, et les variations de subventions d'investissement et de provisions règlementées. Un tableau détaillé de ces évolutions est présenté au point 4.3.10 de l'annexe aux comptes annuels.

Les dettes financières au 31 décembre 2010 s'élèvent à 6 797 K€ contre 6 385K€ pour l'exercice précédent. L'exercice a enregistré la souscription de 1 500K€ de nouveaux emprunts, dont un à taux variable. Les remboursements sur la période se sont élevés à 1 091 K€. La société a par ailleurs signé un contrat de 3 ans de répartition de couverture de taux avec le groupe Grimaud, pour bénéficier de cette couverture sur une quote-part de ses emprunts à taux variable. Le tableau détaillé des dettes financières de la société est présenté au point 4.3.14 de l'annexe aux comptes annuels.

La variation des dettes sur immobilisations qui passe de 3 387K€ au 31 décembre 2009 à 8 325K€ au 31 décembre 2010, constate deux évolutions opposées sur la période :

- une baisse de 2,3 M€ du poste brevets et concessions, résultant de la ré-estimation pratiquée sur les brevets concédés à la Société par l'INRA / CNRS / ENS de Lyon et l'Université de l'Etat de Caroline du

Nord,

- la constatation de la dette sur titres de participation pour 7,2 M€, consécutive à l'acquisition de la filiale Humalys, à hauteur de 6 750K€ pour les 3 prochaines échéances du prix garanti et pour 485K€ pour le complément de prix constaté sur l'exercice 2010.

3 - RISQUES ET INCERTITUDES

VIVALIS exerce son activité dans un environnement qui évolue très rapidement, comportant des risques et des incertitudes importants dont certains échappent au contrôle de la Société. Les risques et incertitudes auxquels est soumise la Société ont été explicités au sein du chapitre 4 du Document de référence.

La Société est notamment confrontée aux risques suivants, sans que cette liste soit exhaustive. Il est conseillé de se rapporter au Document de référence pour avoir une description plus précise des risques inhérents à l'activité de la Société.

- Risques d'échecs ou de retard de développement de la plateforme technologique EB66®
- Risques de développement des produits des licenciés de la Société
- Risques de développement des produits de la Société
- Risque de dépendance vis-à-vis de l'activité de licence des lignées cellulaires EB66®

4 - L'EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

La Société est une entreprise de biotechnologie qui développe des lignées cellulaires, utilisées pour la production de vaccins, de protéines thérapeutiques, qui intervient dans la découverte et le développement de nouveaux anticorps et de molécules antivirales. Jusqu'à aujourd'hui, le produit d'exploitation généré par la Société est principalement issu de l'octroi de licences et de sous licences sur des brevets, savoir-faire et lignées cellulaires EB66® ; et dans une moindre mesure de contrats de collaboration en recherche et développement et de contrats de production de produits biologiques, avec des partenaires tiers ainsi que de subventions.

Suite à la transmission universelle de patrimoine de la société Humalys au bénéfice de la société Vivalis (cf §5 du présent rapport), Vivalis perçoit une nouvelle source de revenus qui est similaire à celui de l'activité EB66® : l'octroi de licence et réalisation de prestations de recherche pour des tiers dans la découverte et le développement d'anticorps.

La Société n'a pas à ce jour connaissance de tendances connues ou d'événements avérés relatifs à son activité qui soient raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement et de manière exceptionnelle sur son chiffre d'affaires de l'année 2011.

5 - LES EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE LE RAPPORT EST ETABLI

5.1 – Transmission universelle de patrimoine de la société Humalys au bénéfice de la société Vivalis

Comme indiqué au paragraphe 1.1, Vivalis a acquis 100% des actions de la société Humalys le 7 janvier 2010. Vivalis a décidé de procéder à une transmission universelle de patrimoine de la société Humalys au bénéfice de la société Vivalis avec pour objectif de réunir les activités d'HUMALYS et de VIVALIS au sein d'une seule entité juridique, de rationaliser les coûts et de simplifier la gestion de ses activités. Ceci permet également vis-à-vis du marché et de nos clients de donner une vision unitaire de notre entreprise. Vivalis offre ainsi une prestation intégrée de la découverte de nouveaux anticorps à la production de lots pré-cliniques et cliniques.

Suite à la décision du Directoire du 22 novembre 2010, il a été procédé à la transmission universelle de patrimoine (TUP) de la société Humalys au profit de la société Vivalis avec un effet en date du 3 janvier 2011. La société Humalys a été dissoute sans liquidation.

Dans ce cadre, la société Vivalis a demandé et obtenu auprès de l'Administration Fiscale de bénéficier du régime de faveur permettant le transfert des déficits reportables de la société Humalys à Vivalis.

Cette opération réalisée sans rétroactivité comptable aux valeurs nettes comptable de l'actif cédé génèrera un mali de confusion évalué à 8 064 K€. Il correspond en totalité à la valeur des immobilisations incorporelles relatives aux frais de développement de la technologie Humalex® non activée dans les comptes de la société Humalys.

Par ailleurs, cette opération de fusion s'est effectuée avec une rétroactivité fiscale à la date du premier jour de l'exercice fiscal ayant enregistré la décision de dissolution sans liquidation, à savoir le 1^{er} janvier 2010.

5.2 – Audit technique dans le cadre de la subvention OSEO

Vivalis a reçu, le 23 juillet 2008 un engagement d'Oseo pour une aide de 6 M€ sous forme de subvention et d'avance remboursable, dans le cadre d'un programme de développement de procédés de production et de production de lots cliniques de vaccins et de protéines. Ce programme est lié à une collaboration avec la société Innate Pharma (France) dans le domaine des anticorps, et avec la société Geovax (USA) dans le domaine des vaccins. Cette aide, accordée dans le cadre du nouveau programme d'Oseo au titre de son soutien à l'Innovation Stratégique Industrielle, sera remboursable uniquement en cas de succès.

En octobre 2010, Vivalis a informé OSEO de l'arrêt du développement du produit IPH 4101, de la société INNATE PHARMA, un des partenaires du programme Vivabio. OSEO a alors demandé un audit technique du programme. Un expert a été désigné début janvier 2011. L'audit a été diligenté auprès des 2 partenaires fin janvier. A ce jour, les conclusions du rapport de l'expert, ainsi que la décision définitive d'Oseo sur la poursuite de cette partie du programme, ne nous ont pas été communiquées. Vivalis souhaitant poursuivre ce programme, a déjà pris des contacts afin d'identifier un partenaire remplaçant potentiel.

6 - PERMANENCE OU CHANGEMENT DES METHODES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010 que nous soumettons à votre approbation ont été établis selon les normes comptables françaises comme ceux de l'exercice 2009.

Par rapport à l'exercice précédent, il n'y a pas eu de changements apportés aux méthodes d'établissement des comptes annuels.

7 - PRISES DE PARTICIPATIONS AU COURS DE L'EXERCICE

Le 7 janvier 2010, la Société a acquis 100% des actions de la société Humalys (cf §1.1).

8 - FILIALES ET PARTICIPATIONS

La Société a une filiale depuis le 7 janvier 2010 : la société HUMALYS SAS (cf §1.1 du présent rapport).

Depuis le début de l'exercice et l'achat par Vivalis de cette structure, en terme de recherche et développement, Humalys s'est attachée à optimiser sa plate-forme Humalex afin de faire cet outil de recherche, un outil aux performances industrielles.

Humalys a également débuté la commercialisation de sa plate-forme avec succès auprès de sanofi pasteur (cf paragraphe 1.1.).

De plus, Humalys a structuré son équipe en mettant en place un responsable de laboratoire et en bénéficiant du support scientifique et administratif de Vivalis. Trois autres personnes ont été recrutées sur ce début d'exercice 2011, menant l'équipe qui se consacre à la plate-forme Humalex à 13 salariés.

En ce qui concerne l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière des filiales, Vivalis n'a qu'une filiale qui est une société de groupe. Les impacts financiers figurent dans les annexes aux comptes consolidés figurant au chapitre 20 du Document de référence.

Les principaux chiffres des comptes sociaux de la filiale au 31 décembre 2010 sont :

- Capitaux propres : 3 005 K€
- Produits d'exploitation : 3 708 K€
- Résultat : 1 817 K€
- Total du bilan : 3 941 K€

Enfin, comme indiqué au paragraphe 5 du présent rapport, Vivalis a procédé à une transmission universelle de patrimoine de la société Humalys à son bénéfice en date du 3 janvier 2011.

9 - PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et de tous impôts et amortissements, les comptes qui vous sont présentés font ressortir une perte de 5.319.292,84 €.

Nous vous proposons d'affecter ce résultat déficitaire de l'exercice de - de 5.319.292,84 € au compte report à nouveau, qui sera porté de - 8.215.229,52 Euros à - 13.534.522,36 €.

10 - RAPPEL DES DIVIDENDES ANTERIEUREMENT DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividende depuis la création de la société.

11 - DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent en charge aucune dépense non déductible fiscalement.

12 – DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS (article D441-4 du Code de commerce)

L'article L.441-6 du code de commerce alinéa 9 prévoit que le délai convenu entre les parties pour régler les sommes dues ne peut dépasser quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture. En l'absence d'accord, le délai maximum est de 30 jours à compter de la date de réception des marchandises ou d'exécution de la prestation.

En ce qui concerne les factures fournisseurs de Vivalis non payées à fin 2010, la ventilation par échéance de règlements de celles-ci est la suivante :

En euros	A 30 jours	A 60 jours	A plus de 60 jours	A plus de 90 jours	Estimation des sommes dues au titre de l'estimation des redevances futures à payer au titre des licences	Encours total au 31 décembre 2010
Sommes dues aux fournisseurs au 31 décembre 2010	387.365,09€	381.268,25€	255.05€	0	664.627,36€	1.433.515,75€
Effets de commerce en cours au 31 décembre 2010 (billets à ordre)	11.576,03€	7.308,64€				18.884,67€
Total	398.941,12€	388.576,89€	255.05€		664.627,36€	1.452.400,42€*

*La somme de 1.452.400,42€ dues au 31 décembre 2010 comprend pour 479.813,94 € les sommes dues au titre de l'achat de biens et services et 953.701,81€ au titre des immobilisations dont 664.627,36€ € au titre des sommes relatives à l'estimation des redevances futures à payer dans le cadre des licences octroyées à Vivalis par notamment le North Carolina et l'INRA (cf note 4.3.17 des comptes sociaux).

En ce qui concerne les factures fournisseurs de Vivalis non payées à fin 2009, la ventilation par échéance de règlements de celles-ci est la suivante :

En euros	A 30 jours	A 60 jours	A plus de 60 jours	A plus de 90 jours	Estimation des sommes dues au titre de l'estimation des redevances futures à payer au titre des licences	Encours total au 31 décembre 2009
Sommes dues aux fournisseurs au 31 décembre 2009	578.344,72€	588.970,67€	1.525,14€	0	2.812.043,07€*	3.980.883,60€*
Effets de commerce en cours au 31 décembre 2009 (billets à ordre)	0	23.827,38€	19.064,01€	0	0	42.891,39€
Total	578.344,72€	612.798,05€	20.589,15€	0	2.812.043,07€*	4.023.774,99€

*La somme de 3.980.883,60€ dues au 31 décembre 2009 comprend pour 641.447,68€ les sommes dues au titre de l'achat de biens et services et 3.339.435,92 au titre des immobilisations dont 2.812.043,07€ au titre des sommes relatives à l'estimation des redevances futures à payer dans le cadre des licences octroyées à Vivalis par notamment le North Carolina et l'INRA (cf note 4.3.17 des comptes sociaux).

13 - PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL (Article L225-102 du Code de Commerce)

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de Commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2010.

La proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel selon la définition de l'article L.225-102 du Code de Commerce s'élevait au 31 décembre 2010 à 0 %, de la même façon qu'en 2009.

14 – MANDATS (article L225-102-1 alinéa 3)

Cf chapitre 14 du document de référence

15 - RENOUELEMENT DES MANDATS DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Il est rappelé que les mandats des membres du Conseil de Surveillance arrivent à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2014 sur les comptes clos au 31 décembre 2013.

16 - ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

16.1 – Structure du capital de la société au 31 décembre 2010

Cf chapitre 18, paragraphe 18.1 du document de référence. L'actionnaire majoritaire est le Groupe Grimaud La Corbière.

16.2 – Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses portées à la connaissance en application de l'article L233-11

Il n'existe pas de restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote ou au transfert d'actions. La société n'a pas connaissance de l'existence de pacte d'actionnaires.

16.3 – Participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L233-7 et L233-12

La Société n'a reçu à ce jour aucune déclaration de franchissement de seuil ou de prise de contrôle. Pour le détail de l'actionnariat, cf chapitre 18 paragraphe 18.1 du document de référence.

16.4 – La liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci

La Société n'a pas connaissance de l'existence de droits de contrôle spéciaux.

16.5 – Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier

La Société n'a pas mis en place de système d'actionnariat du personnel susceptible de contenir des mécanismes de contrôle lorsque les droits de contrôle ne sont pas exercés par le personnel.

16.6 - Les accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote (pacte d'actionnaires)

La Société n'a pas connaissance de l'existence d'engagement pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote (pacte d'actionnaires)

16.7 – Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Directoire ainsi qu'à la modification des statuts

Les règles applicables en cette matière sont statutaires et sont conformes à la loi.

16.8 – Les pouvoirs du directoire en particulier pour l'émission et le rachat d'actions

Cf chapitre 21 du document de référence.

En ce qui concerne les rachats d'actions, vous pouvez vous reporter au paragraphe 22 du présent rapport.

16.9 - Les accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société

Cf chapitre 4 du document de référence

16.10 – Indemnités pour les membres du Directoire ou les salariés en cas de démission, de licenciement sans cause réelle et sérieuse ou si fin de l'emploi en raison d'une offre publique

Ce type d'indemnités n'a pas été mis en place dans Vivalis ni pour les mandataires sociaux ni pour les salariés.

17 – REPARTITION DU CAPITAL

Cf chapitre 18 du document de référence

18 – REMUNERATIONS VERSEES AUX MANDATAIRES SOCIAUX (article L225-102-1 du Code de commerce)

Cf chapitre 15 du document de référence

19 – IMPACT SOCIAL

19.1 L'effectif

Cf chapitre 17 paragraphe 17.1 du document de référence

19.2 L'organisation du temps de travail

La Société a conclu un accord de réduction et d'aménagement du temps de travail le 26 décembre 2001 qui fixe la durée du temps de travail à 35 heures par semaine, l'horaire collectif par semaine étant de 37 heures et comprend un système de récupération de temps de travail sous forme de jours de repos dit jours de RTT. Cet accord a été amendé par avenant le 9 janvier 2004 et ce pour une durée indéterminée.

Cet accord du 26 décembre 2001 modifié par avenant du 9 janvier 2004 a été dénoncé le 27 septembre 2010 dans le but notamment de le mettre en harmonie avec la loi LME d'août 2008. Il est à noter que cet accord restera en vigueur dans les mêmes termes durant la période de négociation avec les instances représentatives du personnel de VIVALIS et ce jusqu'au plus tard le 27 décembre 2011. Cet accord est en cours de négociation.

Sur l'exercice 2010, l'absentéisme a représenté en cumul 591 jours contre 245 jours en 2009 pour congés maladie (hors congés de maternité, congés parentaux) et 3 jours pour accident de travail pour 18.295 jours travaillés sur l'ensemble de l'équipe soit un taux d'absentéisme en augmentation à 3,23 % (3,24% en comprenant les jours d'absence pour accident de travail) contre 1,55% en 2009. Cette augmentation est due à une longue maladie d'un salarié. Deduction faite de cet événement le taux est de 2,13% et reste donc très faible.

Enfin, une salariée a choisi le travail à temps partiel.

19.3 Les rémunérations et leur évolution

La Société a vu sa masse salariale augmentée de 22,29 % par rapport à 2009 passant de 3.225 k€ à 3.944 k€ en 2010 et ce notamment au regard des nombreux recrutements effectués sur l'exercice. Le pourcentage d'augmentation de la masse salariale entre 2008 et 2009 était de 28,43%. Vivalis a maintenant effectué les recrutements structurants et a atteint sa taille critique. Le rythme des recrutements devrait donc décélérer.

La Société applique la grille de rémunération fixée par la Convention collective de l'industrie pharmaceutique.

En ce qui concerne l'intéressement et la participation, durant l'exercice 2009, la Société a négocié un accord de participation qui a été signé le 26 février 2010 et qui couvre les exercices 2008 à 2010. Cet accord se renouvelle par tacite reconduction sauf dénonciation de l'une des parties. Il n'existe pas de plan d'épargne salariale. Par ailleurs, la société peut également verser des primes à des salariés en fonction des performances individuelles. Enfin, la Société fait bénéficier l'ensemble des salariés de plan d'actions gratuites et/ou d'options de souscription d'actions (cf rapports spéciaux sur les opérations réalisées en vertu des dispositions des articles L.225-177 à L.225-186 d'une part et d'autre part les articles L225-197-1 à L225-197-3 au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010.)

Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes : la Société employait 41 hommes et 51 femmes au 31 décembre 2010. La politique salariale est la même pour les hommes et les femmes, à compétence, diplôme, et expérience professionnelle semblables pour le même poste.

19.4 Les relations professionnelles et le bilan des accords collectifs

Vivalis a une délégation unique et un CHSCT depuis 2009.

La Société applique la convention collective de l'industrie pharmaceutique n°3104 et l'accord de réduction et d'aménagement du temps de travail tel que signé le 26 décembre 2001 (cf § 19.2).

Vivalis a également mis en place un plan d'action en faveur des seniors suite à la loi du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009. Il a été conclu pour une période de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2012. Ce plan a pour objet de favoriser l'embauche, la poursuite de l'activité et la reconversion professionnelle des salariés en deuxième partie de carrière.

Vivalis s'est fixé pour objectifs la mise en place des actions suivantes d'ici au 31 décembre 2012 :

- Vivalis proposera à 100% des salariés de 45 ans et plus un entretien de 2ème partie de carrière,
- Vivalis acceptera une demande de formation ou de congrès scientifique par an pour les salariés de 45 ans et plus, tous dispositifs confondus,
- en ce qui concerne la transmission des savoir-faire, au moins un salarié de 45 ans et plus doit dispenser chaque année un cours dans un institut de recherche ou faire une présentation scientifique lors de congrès ou encadrer un stagiaire.

Par ailleurs, l'objectif chiffré global de la société est de maintenir dans leur emploi un taux de 1,25% de l'effectif total âgé de 55 ans et plus au 31 décembre 2012.

Vivalis est en ligne avec les objectifs que la société s'est fixée. Ainsi par exemple, en 2010, 21 personnes de plus de 45 ans ont suivi une formation, 6 personnes de plus de 45 ans ont participé à des congrès scientifiques. Au 31 décembre 2010, Vivalis avait 1,16 % de salariés âgés de plus de 55 ans par rapport à son effectif moyen.

19.5 Les conditions d'hygiène et de sécurité

Un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.) a été désigné le 25 septembre 2009. Le CHSCT se réunit une fois par trimestre. Il procède régulièrement à des entretiens avec les salariés et à des visites des locaux.

Le personnel de la Société fait également l'objet d'un suivi médical régulier par la médecine du travail.

Par ailleurs, la Société prend à sa charge des mesures préventives comme par exemple la vaccination contre la grippe.

Nombre d'accidents de travail :

- accidents de travail avec arrêt : 1 en 2010 (accident de trajet)
- accidents de travail sans arrêt : 0 en 2010
- déclarations de premiers soins : 13 en 2010

Aucune maladie professionnelle ou à caractère professionnel ou incapacité totale n'est à déclarer sur l'exercice 2010 comme sur les exercices précédents.

Par ailleurs, la Société forme des secouristes pour chaque site.

Vivalis bénéficie des compétences d'un responsable de la sécurité qui est aussi responsable logistique. De plus, en application des bonnes pratiques de fabrication, une évaluation des risques de chaque poste de travail a été réalisée.

Enfin, la Société forme tout nouveau salarié sur les risques liés à l'activité de la Société.

19.6 La formation

Au regard de l'environnement dans lequel la Société évolue, la Société s'investit dans le maintien et le développement des compétences de ses salariés. Vivalis a mis en place un plan de formation et applique la législation relative au DIF (Droit individuel à la Formation).

Les dépenses de formation pour l'année 2010 représente la somme totale de 103.963 € (frais pédagogiques, cotisations FONGECIF et C2P) contre 71.702 € en 2009. A ces sommes, il faut ajouter les participations aux congrès scientifiques pour un montant de 60 k€ environ pour l'année 2010.

Enfin, chaque salarié, intérimaire, stagiaire, arrivant dans la Société suit un parcours d'intégration et reçoit une formation aux technologies de la Société.

19.7 L'emploi et l'insertion des travailleurs handicapés

En 2010 comme en 2009, Vivalis a employé un salarié handicapé en contrat temporaire. En complément, la Société a acquitté la taxe « Contribution emploi handicapés » pour un montant de 17.578,24 € contre 12.030,48 € en 2009.

19.8 Les œuvres sociales

Les œuvres sociales sont gérées par le comité d'entreprise. La contribution versée par la Société s'est élevée à 16.038,56 € pour l'année 2010 contre 7422 € en 2009 sur un montant total de contribution de 23.375,25 € en 2010 (le solde correspondant à la contribution au fonctionnement du comité). Nous notons une forte augmentation entre 2009 et 2010. En 2009, le comité d'entreprise a été élu en juillet et donc l'assiette de calcul ne représentait que la masse salariale d'une demi-année.

19.9 L'importance de la sous-traitance

La Société a fait appel à des sous-traitants sur l'exercice 2010 pour la réalisation de prestations de recherche, analytiques, de maintenance, de sécurité ou de nettoyage. Vivalis n'a pas recours à la sous-traitance pour le cœur de son activité.

Au regard de sa taille, Vivalis n'a pas mis en place de mesures particulières de contrôle sur la problématique du respect des conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail.

19.10 Impact territorial de ses activités en matière d'emploi et de développement régional

Vivalis a la volonté par son implantation de contribuer à la création d'une nouvelle industrie en région Pays de La Loire.

Il est d'ailleurs à souligner que les acteurs régionaux (Atlanpole, Nantes Métropole, le Département et la Région) soutiennent Vivalis depuis sa création.

En 2010, Vivalis a inauguré son nouveau laboratoire sur le même site que le précédent (cf §1). Vivalis maintient ainsi son implantation en région Pays de La Loire.

20 – IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Au regard de son activité, l'impact sur l'environnement est limité.

Sa consommation d'eau est de 6.118 m³ contre 29.765 m³ sur l'exercice 2009 pour son site principal. La baisse conséquente constatée sur l'exercice 2010 a été possible grâce à la mise en place d'une solution à un problème de fuite d'eau suite à l'installation d'un nouvel équipement. Vivalis a donc un niveau de consommation d'eau normal au regard de l'envergure de son bâtiment et des équipements installés.

La consommation d'énergie est de 1.492.784 kWh contre 881.446 kWh pour l'exercice 2009 pour son site principal. Cette augmentation est due à la mise en service du nouveau laboratoire R&D (cf §1.4).

Même si l'impact sur l'environnement est limité, la Société prend toutes mesures utiles pour éviter les atteintes à l'environnement. En 2011, la Société a d'ailleurs décidé de lancer une étude pour connaître le niveau de son bilan carbone et mettre en place le cas échéant, les actions nécessaires à la réduction de sa production de carbone.

Par ailleurs, la Société a mis en place un système de traitement de l'ensemble de ses déchets et de ses effluents. Vivalis a contracté avec des prestataires qui en assurent le recyclage.

La Société respecte toute la législation relative à la non-dissémination d'organismes génétiquement modifiés.

La Société demande également à son personnel de prendre des mesures au quotidien telles que l'extinction des lampes dans le bureau lorsqu'ils sont inoccupés, la baisse du chauffage le week-end ou la mise en veille des ordinateurs.

21 - RISQUE DE VARIATION DE COURS (risque de taux d'intérêt, taux de change et cours de bourse)

Cf chapitre 4 du document de référence, paragraphe 4.4.

22 – PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Conformément aux dispositions de l'article L225-211 alinéa 2 du Code de Commerce, nous avons l'honneur de vous rendre compte des opérations réalisées en vertu des dispositions de l'article L225-208 ou de l'article L225-209 du Code de commerce.

Nous vous rappelons que l'assemblée générale extraordinaire du 11 juin 2008 (résolution n°17) a autorisé le Directoire pour une durée de 18 mois à compter de la date de l'assemblée générale, à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions. De plus, l'assemblée du 10 juin 2010 (résolution n°14) a autorisé de nouveau cette mise en œuvre pour 18 mois à compter de la date de l'assemblée générale.

La Société n'a acheté aucune de ses actions au cours de l'exercice 2010 au titre de l'article L225-208 du Code de commerce.

La Société a conclu un contrat de liquidité le 6 juillet 2007 avec Natixis. Le contrat de liquidité a notamment pour objet de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations du titre de la Société et d'éviter les décalages de cours non justifiés par la tendance du marché.

Au titre de l'article L225-209 du Code de commerce et dans le cadre du contrat de liquidité, la Société a acheté 391.042 actions et vendu 362.906 au cours de l'exercice 2010 à un prix moyen d'achat de 8,11 € (7.90 en 2009) et à un prix moyen de vente de 8,11 € (7,76€ en 2009). Vivalis n'a versé aucun frais de négociation.

Au 31 décembre 2010, Vivalis avait 45.079 actions soit une valeur au cours de clôture au 31 décembre 2010 de 332.232,23€ et une valeur de 6.761,85 € en valeur nominale, soit 0,21% du capital social au 31 décembre 2010 contre 0,11% au 31 décembre 2009.

23 – OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LES TITRES DE LA SOCIETE

Conformément à l'article L621-18-2 du Code Monétaire et Financier, le tableau présente ci-dessous les opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la Société au cours de l'exercice 2010. Ces opérations ont été réalisées sur Euronext Paris de NYSE EURONEXT.

Date	Nom	Mandat	Nature de l'opération	Prix unitaire	Nombre d'actions
24/09/2010	Franck GRIMAUD	Président du Directoire	Levée d'option et souscription	0.30€	8.964*
16/07/2010	Franck GRIMAUD	Président du Directoire	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.4088€	4.452 droits préférentiel de souscription
15/07/2010	Franck GRIMAUD	Président du Directoire	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.544€	20.129 droits préférentiel de souscription
14/07/2010	Franck GRIMAUD	Président du Directoire	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.476€	19.904 droits préférentiel de souscription
13/07/2010	Franck GRIMAUD	Président du Directoire	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.48€	1.635 droits préférentiel de souscription
12/07/2010	Franck GRIMAUD	Président du Directoire	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.48€	16.472 droits préférentiel de souscription
/07/2010	Franck GRIMAUD	Président du Directoire	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.46€ en moyenne	157.700 droits préférentiel de souscription
7/12/2010	Majid MEHTALI	Membre du Directoire, Directeur Général	Levée d'option et souscription	1.80€	10.800*
16/07/2010	Majid MEHTALI	Membre du Directoire, Directeur Général	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.4088€	9.382 droits préférentiel de souscription

15/07/2010	Majid MEHTALI	Membre du Directoire, Directeur Général	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.544€	42.426droits préférentiel de souscription
14/07/2010	Majid MEHTALI	Membre du Directoire, Directeur Général	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.476€	41.951 droits préférentiel de souscription
13/07/2010	Majid MEHTALI	Membre du Directoire, Directeur Général	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.48€	3.447droits préférentiel de souscription
12/07/2010	Majid MEHTALI	Membre du Directoire, Directeur Général	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.48€	34.179 droits préférentiel de souscription
2/07/2010	Majid MEHTALI	Membre du Directoire, Directeur Général	Levée d'option et souscription	1.80€	20.000
12/02/2010	Majid MEHTALI	Membre du Directoire, Directeur Général	Levée d'option et souscription	1.80€	20.000
16/07/2010	Céline BREDA	Membre du Directoire, Directeur Général	Souscription	5,06€	1.200
16/07/2010	Céline BREDA	Membre du Directoire, Directeur Général	Vente de Droit préférentiel de souscription	0,2450€	17.000 droits préférentiel de souscription
16/07/2010	Frédéric GRIMAUD	Président du Conseil de surveillance	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.4088€	13.696 droits préférentiel de souscription
15/07/2010	Frédéric GRIMAUD	Président du Conseil de surveillance	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.544€	61.935 droits préférentiel de souscription
14/07/2010	Frédéric GRIMAUD	Président du Conseil de surveillance	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.476€	61.243 droits préférentiel de souscription
13/07/2010	Frédéric GRIMAUD	Président du Conseil de surveillance	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.48€	5.032 droits préférentiel de souscription
12/07/2010	Frédéric GRIMAUD	Président du Conseil de surveillance	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.48€	50.684 droits préférentiel de souscription
16/07/2010	Joseph GRIMAUD	Vice-Président du Conseil de surveillance	souscription	5,06€	21.980
12/07/2010	Groupe Grimaud La Corbière	Membre du conseil de surveillance	souscription	5.06€	3.110.080
16/07/2010	Renée Grimaud	Représent permanent de Groupe Grimaud La Corbière	souscription	5,06€	10.000
14/07/2010	Alain MUNOZ	Membre du Conseil de surveillance	Vente de Droit préférentiel de souscription	0.4722€	55.000 droits préférentiel de souscription
14/07/2010	Alain MUNOZ	Membre du Conseil de surveillance	Souscription	5.06€	4.800

*cf paragraphe suivant n°24 sur le changement de parité option/action.

24 – AJUSTEMENT DES CONDITIONS DE SOUSCRIPTION SUITE A L'AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC MAINTIEN DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

Comme indiqué au paragraphe 1.3 du présent rapport, Vivalis a annoncé une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription le 2 juillet 2010 sur visa de l'AMF de son prospectus le 1 juillet 2010.

Le Directoire a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital le 28 juillet 2010.

Conformément à l'article L228-99 du Code de commerce, toute société appelée à attribuer des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital doit prendre les mesures nécessaires à la protection des intérêts des titulaires des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dans l'hypothèse d'une émission sous quelque forme que ce soit de nouveaux titres de capital avec droit préférentiel de souscription.

Le Directoire de Vivalis a, dans sa séance du 27 août 2010, décidé de procéder, conformément aux articles L. 228-99, R. 228-91, 1°, a) et R. 225-140 du Code de commerce, à un ajustement du nombre d'actions pouvant être souscrit par exercice des options de souscription et ce afin que le prix d'exercice des options de souscription reste constant suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription.

En conséquence, une option de souscription d'action, qui donnait droit préalablement à cette opération, à la souscription de 100 actions, donnera droit à souscrire à 108 actions et les bons de souscription n°19 qui donnait préalablement droit à souscrire 1 action donne droit à souscrire 1,07 actions.

25 -RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE ET NOMINATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT

Les mandats du Co-Commissaire aux Comptes titulaire, M. Gérard CHESNEAU, et du Co-Commissaire aux comptes suppléant la S.A. Cabinet Gérard CHESNEAU et Associés, prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en 2011 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

A ce jour, M. Gérard CHESNEAU ayant pris sa retraite, le mandat de commissaire aux comptes est rempli par le Cabinet Gérard Chesneau, le co-commissaire aux comptes suppléant. Suivant l'article L822-14 du Code de commerce, nous proposons de nommer le Cabinet Gérard Chesneau co-commissaire aux comptes titulaire et Madame Claudine BORE, co-commissaire aux comptes suppléant.

Les mandats du Co-Commissaire aux Comptes titulaire, CABINET DELOITTE ET ASSOCIES, et du Co-Commissaire aux comptes suppléant CABINET BEAS et Associés, actuellement en fonction, ne prendront fin qu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en 2013 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

En application de l'article L621-22 du Code monétaire et financier, il sera demandé à l'Autorité des marchés financiers d'émettre une éventuelle observation sur la proposition de nomination soumise aux actionnaires de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 7 juin 2011 des mandats de co-commissaire aux comptes titulaire et co-commissaire aux comptes suppléant.

26 – TABLEAU DES RESULTATS

RESULTATS (ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES) DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (ARTICLE R225-102 DU CODE DE COMMERCE)

NATURE DES INDICATIONS	2006 €	2007 €	2008 €	2009 €	2010 €
<u>I- Capital en fin d'exercice</u>					
Capital social	1 321 500	2.175.094,65	2.191.954,65	2.219.869,65	3.149.047,05
Nombre d'actions ordinaires*		14 500 631	14.613.031	14.799.131	20.993.647
Nombre des actions ordinaires existantes de catégorie A.	62 546	0	0	0	0
Nombre des actions privilégiées de catégorie B	25 554	0	0	0	0
Nombre des actions à dividende prioritaire	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
* Par conversion d'obligations.	0	0	0	0	0
* Par exercice de droits de souscription	215 735	1 359 900	1.209.000	1.285.650	1.306.305
<u>II- Opérations et résultats de l'exercice</u>					
Chiffre d'Affaires hors taxes et produits financiers	1 778 887	770 917	3.452.391	1.247.363	1.747.577
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.	973 773	-2 215 894	938.682	-2.724.927	-5.158.706
Impôts sur les bénéfices (produit si négatif)	-3 025	-1 026 825	-1.886.160	-1.137.661	-2.088.820
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0 €	0€	0€	0€	0€
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.	-308 645	-3 268 061	478.462	-3.273.416	-5.319.293
Résultat distribué	0 €	0€	0€	0€	0€
<u>III- Résultats par action</u>					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	11,09 €	-0,08€	0,19€	-0,11€	-0.15€
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.	-3,50 €	-0,23€	0,03€	-0,22€	-0.25€
Dividende attribué à chaque action (préciser brut ou net)	0	0	0	0	0
<u>IV- Personnel</u>					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice.	37	46	58	74	87
Montant de la masse salariale de l'exercice.	1 536 449	1 901 840	2.510.670	3.224.901	3.944.381
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales, etc.)	650 574	821 032	1.085.971	1.464.963	1.811.994

*L'assemblée générale extraordinaire du 31 mars 2007 a décidé de convertir les actions de catégorie A et B en actions de catégorie ordinaire sous la condition suspensive de l'admission des actions de la société sur Euronext Paris de NYSE Euronext.

27 – TABLEAU DES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 al.7 du Code de Commerce, nous avons l'honneur de vous rendre compte des délégations de compétence en cours de validité accordées par votre Assemblée Générale au Directoire dans le domaine des augmentations de capital par application des articles L 225-129-1 et L225-129-2 du Code de Commerce et de l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Date	Référence de la décision	Nature de la délégation consentie	Montant maximal de la délégation	Date d'utilisation de la délégation	Montant utilisé	Durée de la délégation en mois	Solde
Assemblée Générale Extraordinaire du 31 mars 2007	Résolution n°22	Autorisation au Directoire d'attribuer des actions gratuites aux membres du personnel et aux mandataires sociaux avec suppression du droit préférentiel de souscription	436 000 actions gratuites à attribuer	4/09/2007 25/07/2008 23/07/2009 22/02/2010	436.000 actions gratuites attribuées	38 mois	0
Assemblée Générale Extraordinaire du 9 juin 2009	Résolution n°16	Autorisation au Directoire d'attribuer des options de souscription d'action aux membres du personnel et aux mandataires sociaux avec suppression du droit préférentiel de souscription	290.000 options de souscription d'actions ¹	01/10/2010	14.000 options de souscription d'actions	38 mois	173.000 options de souscription d'actions
Assemblée Générale Extraordinaire du 9 juin 2009	Résolutions n°17 et n°18	Autorisation au Directoire d'attribuer des actions gratuites aux membres du personnel et aux mandataires sociaux avec suppression du droit préférentiel de souscription	290 000 actions gratuites à attribuer ¹	22/02/2010 01/10/2010	103.000 actions gratuites attribuées	38 mois	173.000 actions gratuites à attribuer
Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2010	Résolution n°16	Autorisation au Directoire d'attribuer des options de souscription d'actions aux membres du personnel et aux mandataires sociaux avec suppression du droit préférentiel de souscription	7.500 options de souscription d'actions ²		NEANT	38 mois	7.500 options de souscription d'actions
Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2010	Résolutions n°17 et n°18	Autorisation au Directoire d'attribuer des actions gratuites aux membres du personnel et aux	7.500 actions gratuites à attribuer ²		NEANT	38 mois	7.500 actions gratuites à attribuer

		mandataires sociaux avec suppression du droit préférentiel de souscription					
Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2010	Résolution n°19	Autorisation au Directoire de fixer la liste des bénéficiaires des bons de souscription d'actions à des personnes physiques non- salariées qui sont membres des organes de direction ou de surveillance de la Société	15.000 bons de souscription d'actions		NEANT	18 mois	15.000 bons de souscription d'actions à attribuer

¹ et ² Le montant de ces autorisations s'impute l'un sur l'autre.

Après lecture du présent rapport, nous vous présenterons en détail le bilan, le compte de résultat et l'annexe (cf chapitre 20 du document de référence).

Fait à Saint-Herblain, le 9 mars 2011,

LE DIRECTOIRE